

Organisation sociale et organisation spatiale : apprécier le potentiel d'un groupe à l'innovation agro-écologique. Etude de cas en zone bananière, Guadeloupe.

M. Houdart^{1,3}, M. Bonin¹, C. Compagnone²

¹ Cirad, UMR Tetis, Station de Neufchâteau, Ste Marie, 97130 Capesterre-Belle-Eau, Guadeloupe

² ENESAD - INRA / SAD, Les Longelles, 26 Bd du Docteur Petitjean, BP 87999, 21079 DIJON

³ Cemagref, UMR Metafort, 24 avenue des Landais, BP 50085, 63172 AUBIERE

marie.houdart@cemagref.fr

muriel.bonin@cirad.fr

c.compagnone@enesad.fr

Résumé

Dans cet article, nous nous focalisons sur les modes de coordination entre agriculteurs afin de rendre compte du potentiel du groupe d'agriculteurs à innover. A partir d'enquêtes menées auprès de 18 agriculteurs d'une zone rurale de 350 hectares du Sud de la Basse Terre, en Guadeloupe, nous avons réalisé une double analyse, sociologique (analyse structurale des réseaux dialogiques) et géographique (analyse spatiale).

Face à la crise de la banane, les agriculteurs réagissent soit en changeant d'orientation productive (passage de la banane à la canne, diversification fruitière, élevage), soit en maintenant la production tout en mettant en œuvre des pratiques innovantes.

Deux champs de dialogue ont été analysés au regard de ces types de changements : le premier sur les pratiques, le second sur les orientations productives. Dans le premier cas, l'analyse du sociogramme fait apparaître un faible nombre de groupes, de surcroît indépendants les uns des autres. Dans le second cas, la forme du réseau est très différente et laisse apparaître des échanges beaucoup plus nombreux. Le réseau se caractérise par la présence de deux individus aux rôles d'amplificateur et de portier, autour desquels gravitent principalement des individus qui se sont maintenus en banane. A la périphérie du réseau se trouvent essentiellement des individus qui ont opté pour une diversification de leur production ou un changement de production principale, susceptibles d'intégrer des pratiques innovantes au sein du réseau. La spatialisation de ce réseau traduit une distribution hétérogène des échanges sur la zone d'étude et fait émerger deux facteurs spatiaux : la configuration spatiale du territoire de la zone d'étude (axe de communication et topographie, permettant aux individus de se trouver sous le regard de l'autre, favorisant ou non la communication et renforçant les échanges sur la zone aux dépens d'échanges avec l'extérieur de la zone); la configuration spatiale des exploitations agricoles (parcellaire éclaté et clivage entre types d'exploitations).

L'analyse des réseaux associée à l'analyse spatiale permet ainsi de souligner l'importance de la prise en compte de l'espace pour initier des dynamiques sociales. Le problème réside alors dans l'accompagnement de tels projets et le dépassement des conflits d'intérêt et de la concurrence pour aller vers l'émergence de dynamiques collectives.

Mots clefs : réseaux dialogiques, organisation spatiale des activités agricoles, innovation agro-écologique, Guadeloupe

1. Introduction

L'agriculture guadeloupéenne est sujette à une double crise depuis plusieurs années. D'une part, dans un cadre insulaire où les contraintes naturelles sont nombreuses (espace réduit, relief accidenté, pression parasitaire importante), l'ensemble des filières doit faire face à une concurrence économique accrue - qu'elle soit régionale ou internationale suite à l'ouverture du marché européen et aux nouvelles réformes de l'OCM - ainsi qu'à de nombreuses difficultés organisationnelles. Le secteur de la banane notamment se trouve ces dernières années particulièrement touché et fragilisé. D'autre part, dans un contexte où est relevée l'importance des pollutions des eaux et des sols par les pesticides d'origine agricole (Balland et Mestres, 1998) les agriculteurs guadeloupéens sont de plus en plus fortement soumis à des pressions visant à les engager dans la mise en œuvre de pratiques respectueuses de l'environnement. Les institutions (collectivités territoriales, organisations de l'encadrement agricole) déploient ainsi des mesures coercitives, incitatives ou pédagogiques pour une amélioration des pratiques et une réduction de l'usage des pesticides.

Dans ce contexte particulier d'incertitude économique et de matérialisation de risques environnementaux (Callon et al, 2001) où les agriculteurs se trouvent sommés de changer leurs façons de faire, nous nous intéressons à la façon dont ces derniers s'y prennent pour engager des changements sur leur exploitation en s'appuyant sur les ressources matérielles et cognitives dont ils peuvent socialement disposer (Lazega, 2001). En d'autres termes, il s'agit de savoir comment agissent les agriculteurs lorsqu'ils sont confrontés à du nouveau et qu'ils cherchent ce qu'il est possible de faire et comment le faire. S'appuient-ils pour cela sur les dialogues qu'ils nouent avec d'autres, et en particulier avec leurs pairs, sur leur zone de production ? Quel rôle joue l'inscription de leur activité dans un espace géographique où d'autres opérateurs agissent et matérialisent des changements ? Nous faisons en particulier l'hypothèse que leur dynamique de changement et leur capacité à maîtriser ces changements dépend de la structure sociale dans laquelle ils s'inscrivent et de leur position au sein de cette structure (Compagnone, 2005). L'objectif de la recherche présentée ici est ainsi de rendre compte du potentiel, individuel et collectif, à l'innovation agro-écologique d'un ensemble d'exploitants agricoles guadeloupéens situés sur un même bassin versant.

2. Référentiels théoriques et hypothèses

Si les agriculteurs développent leur production dans un univers matériel qui conditionne en partie leurs pratiques, ils le font aussi dans un univers social qui joue sur leur manière d'envisager les choses. C'est en effet dans cet univers social qu'ils peuvent échanger de l'information et confronter leurs points de vue techniques, pour le conforter ou le remettre en question, avec celui d'autres personnes, éleveurs ou agents de l'encadrement technique (Darré, 1994). Ces échanges dans des groupes de pairs participent d'une activité normative dans le sens où ils permettent aux normes pratiques et cognitives, qui orientent les façons de faire et de voir les choses des membres de ces groupes, d'être produites, reproduites et transformées (Berger et Luckman, 1996; Darré, 1999 ; Pillon 2003). Par ces dialogues, non seulement au sein d'un groupe mais aussi entre groupes différents par l'intermédiaire d'individus qui jouent le rôle de pont, des déplacements dans les conceptions et les pratiques peuvent s'opérer (Granovetter, 2000). La forme de l'espace social dans lesquels les agriculteurs déploient leur activité a ainsi des effets sur la dynamique de changement pour la mise en œuvre des pratiques agricoles (Compagnone, 2004).

J.P. Darre (1986), en s'intéressant à ces groupes de pairs au sein desquels se déroule un commerce des idées entre les agriculteurs, met en relief leur localisation spatiale. Il parle ainsi d'un « groupe professionnel local » (GPL). Ce groupe se caractérise pour lui par :

- des activités semblables, exercées dans des conditions semblables ;
- une proximité géographique assurant la possibilité quotidienne de dialogues entre les membres du groupe ;
- une connaissance partagée de la composition, de la forme et des limites du groupe.

Toutefois la réalité de cette proximité géographique entre les membres d'un même groupe de pairs peut être questionnée par les changements intervenus durant les dernières décennies dans la composition sociale de ces groupes, l'organisation des activités agricoles et les relations entretenues par certains agriculteurs des villages, dans lesquels ils résident et exercent leur activité, avec des personnes extérieures. Ces changements sont liés à la généralisation de l'usage de moyens variés de communication et de déplacement (voitures, radio, télévision, Internet, etc.), qui permettent de réduire les distances de communication, ainsi qu'à la croissance de la population non agricole dans les espaces ruraux. Qu'en est-il exactement lorsque l'on se penche sur les innovations agroécologiques en Guadeloupe ? C'est précisément ce lien entre réseau de dialogues des agriculteurs et localisation des individus que nous interrogeons.

Nous faisons ainsi l'hypothèse (H1) que, sur notre zone d'enquête la proximité géographique entre les agriculteurs continue de jouer un rôle majeur de deux façons. D'une part, dans la structuration des réseaux de dialogues entre agriculteurs par les possibilités quotidiennes de rencontres qu'elle offre. Et, d'autre part, dans les signes visibles de transformations matérielles des choses qu'elle apporte à ceux qui entourent les agriculteurs opérant des changements de pratiques, ainsi que dans les indices de raisonnement des choix qu'elle fournit à ceux qui, dans une coopération non mutuellement agréée, appuient leurs décisions sur l'observation de ce que font les autres. Cette proximité place donc mutuellement les agriculteurs en situation de se parler et en situation de se voir.

Nous supposons ensuite (H2) que les réseaux se structurent autour de groupes professionnels dissociés des réseaux familiaux. En effet, l'éclatement entre les espaces de références traverse non seulement le village, mais aussi les familles où descendants et conjoints n'ont plus une activité exclusivement agricole. Ainsi, JP Darré (1985) souligne un déplacement qui s'opère « *du couple famille-village au groupe professionnel* » dans les processus d'élaboration et de reproduction des normes. Un groupe professionnel émerge et développe sa propre culture technique.

Mais l'identité professionnelle des producteurs agricoles, ainsi que le mode d'engagement professionnel de ces derniers avec d'autres agriculteurs et sur leur exploitation, possèdent des traits propres à la Guadeloupe. On peut s'interroger sur l'existence d'une paysannerie¹ en raison de la prédominance de l'industrie cannière et de l'agroexportation (Zébus, 2005). On constate ainsi que les mêmes producteurs pratiquent un va-et-vient permanent, courant, voire quotidien entre un système de rapport social et un autre (dans une plantation et en dehors) (Bory, 1982) et que le système de production n'est pas un système de référence suffisant pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur (Paul *et al.*, 1994). En effet, le travail agricole n'y est qu'une des formes de valorisation du facteur travail pour lesquelles la famille

¹ D'après Zébus (2005, p. 2), la paysannerie s'identifie par l'existence d'un ensemble d'agriculteurs familiaux ou de petits agriculteurs constituant un groupe social ayant une cohérence, se reconnaissant distinct des autres groupes et possédant une culture, une structuration et des objectifs collectifs spécifiques.

opte à partir d'une palette d'activités possibles. Ces travaux nous conduisent à poser l'hypothèse (H3) que, pour des raisons historiques, des barrières à la circulation d'informations existent entre types d'exploitations bien qu'en même temps la pluri-appartenance d'agriculteurs à différents réseaux sociaux facilite globalement l'accès à une diversité d'informations.

2. Matériel et méthode

Afin d'apprécier le potentiel d'innovation des agriculteurs, nous avons retenu une zone d'une surface d'environ 350 hectares, située dans le Sud de l'île (16°03'N, 61°35'W). En raison de sa situation au sein du croissant bananier, cette zone se caractérise par l'ampleur de la culture de la banane et les enjeux de protection de ressource en eau qui en découlent, la culture de la banane étant fortement consommatrice de pesticides. En 2005, 56% des exploitations font de la banane export en production principale, auxquelles on peut ajouter les 10% qui font principalement de la banane vendue sur le marché local, soit au total les 2/3 des exploitations qui produisent de la banane sur environ 130 hectares plantés (les jachères étant exclues) (Guillou, 2005). Les autres productions marchandes rencontrées sont la fleur, l'ananas, les agrumes, la canne, et l'élevage.

Sur cette zone, 50 agriculteurs ont été recensés. Les données existantes sur leur exploitation, leurs parcelles, leurs pratiques ont été intégrées dans un système d'information géographique (SIG).

En partant de cette liste puis en procédant par poursuite, nous avons pu mener des entretiens auprès de 18 d'entre eux. Le mode de conduite de ces entretiens est inspiré des travaux de Darré *et al* (1988). Dans les entretiens, nous avons mis l'accent sur l'exploration des changements intervenus récemment ou en cours de réalisation plutôt que sur les pratiques stabilisées. Nous nous sommes intéressés à ce qui a changé dans ces pratiques, aux personnes avec qui en parle l'enquêté, à la forme du réseau de dialogues professionnels dans lequel s'inscrit ce dernier et à sa position au sein de ce réseau de dialogues. L'idée générale est donc de partir d'un questionnement sur les changements globaux opérés par l'interlocuteur pour nous centrer plus particulièrement sur les pratiques et les orientations techniques de ce dernier, tout en prenant soin d'identifier les relations dialogiques entretenues avec d'autres agriculteurs sur la question.

A partir de l'identification par l'enquête d'un ensemble donné de liens, des sociogrammes sont construits à l'aide du logiciel UCINET© puis mis en relation avec la distribution des exploitations sur la zone d'étude au moyen du logiciel ArcView© (version 9.1).

3. Expressions de la dynamique de changement sur la zone d'étude

Face à la crise de la filière banane, le fait le plus caractéristique de la zone (et de la Guadeloupe) est la baisse importante de la surface agricole consacrée à la banane export ainsi que du nombre d'exploitations produisant cette culture. Sur les 48 exploitants enquêtés entre 1999 et 2005, 18 ont abandonné la banane export entre 1994 et 2005, et 7 ont diminué la surface consacrée à cette culture, ce qui touche presque la moitié des exploitations étudiées. Ainsi la part de surface plantée en bananes export dans les exploitations a-t-elle fortement diminué entre 1999 et 2005, passant de 83 % à 32 %.

Une typologie d'exploitation a été élaborée à partir d'enquêtes dans 35 des 50 exploitations recensées sur le bassin versant en 2000 (Amoravain, 2000). La typologie repose sur deux principaux critères (Dulcire & Cattani, 2002) :

- La participation respective à l'élaboration du revenu de la banane pour l'exportation, des autres activités agricoles et des revenus extérieurs.
- La part de la main-d'œuvre salariée.

Suite à la crise de la canne à sucre dans les années 1970, les grands domaines cannières des usines occupant le bas et le milieu du bassin versant ont été repris sous la forme juridique de "sociétés" bananières. Les propriétaires des moyens de production ne travaillent pas eux-mêmes sur l'exploitation et n'apportent que du capital. Les exploitations sont dirigées par des gérants salariés dont la tâche est de conduire des systèmes de production qui maximisent la rentabilité des capitaux. Ces sociétés ont des surfaces en banane importantes (plus de 30 hectares) et une main-d'œuvre salariée abondante (plus de 15 UTA). Elles ont récemment introduit à nouveau la canne à sucre.

Le type "bananier entrepreneurial" est aussi bien pourvu en facteurs de production (terre, main d'œuvre, capital). Le propriétaire travaille sur son exploitation qui produit de la banane pour l'exportation sur 15 à 20 hectares, avec une main-d'œuvre salariée.

Comme les deux types précédents, le "bananier familial" cultive principalement de la banane pour l'exportation, mais avec de la main-d'œuvre familiale et non salariée et des surfaces réduites (5 à 10 hectares).

Le type "diversifié" combine plusieurs productions de diversification végétale ("partisan de la diversification végétale") et animale ("éleveur-plantier") et travaille avec de la main-d'œuvre familiale et salariée.

Le type "traditionnel" utilise une petite surface, pour des cultures et élevages diversifiés, avec une main-d'œuvre uniquement familiale et une production destinée à l'autoconsommation et la vente des surplus sur le marché local.

Une nouvelle série d'enquêtes menées en 2005 auprès de 39 exploitants (Guillou, 2005) a révélé des changements marquants. Selon les types d'exploitations, les évolutions constatées à l'échelle de la zone étudiée sont nettement différenciées :

- La principale explication de la chute des surfaces plantées en banane est l'abandon de la banane par les "sociétés" qui déposent le bilan ou se reconvertissent à la canne à sucre.
- Les types "bananier entrepreneurial" et "diversifié" se maintiennent.
- Le type "bananier familial" diminue au profit de l'agriculture "traditionnelle".

Concernant les pratiques culturales, ces dernières années ont vu notamment apparaître la généralisation de l'utilisation des vitroplants : 72 % des producteurs de banane utilisent des vitroplants en 2005, contre 36 % en 2000. Le développement des jachères est associé à cette généralisation des vitroplants. En 2005, comme en 1999, on observe peu de rotations culturales. Les enquêtes menées en 2006 ont permis de confirmer cette tendance et de faire émerger une diversité d'innovations spontanées (non portées par le conseil), spécifiques à chaque fois à un ou deux individus et montrant l'activité de recherche et d'expérimentation de solutions conduite par les agriculteurs qui se maintiennent en banane. On relève la mise en culture d'autres espèces que la banane en intercalaire de façon à valoriser les surfaces disponibles et permettre un revenu supplémentaire ; la plantation de haies d'agrumes en lieu et place des haies "coupe-vent" d'érythrine dans l'optique d'une haie utile (récolte et vente des fruits) ; un changement variétal (variété Poyo) pour gagner en résistance du fruit malgré de plus grandes difficultés de récolte ; l'augmentation de la densité des plants pour augmenter la production ; la diminution des fréquences de récolte et d'épandage pour diminuer les frais

liés à ces volets. Des projets d'organisation spatiale entre plusieurs exploitations ont également été identifiés : location des terres en jachère ou échange de terres avec un producteur ayant une orientation productive différente et complémentaire concernant la pression parasitaire.

A la lueur de la nature des changements décrits ci-dessus, on est en droit de s'interroger sur la façon dont les agriculteurs portent collectivement cette diversité de changements.

4. De la pratique à l'orientation productive : place des agriculteurs dans les réseaux de dialogue

Deux champs de dialogues ont été distingués lors des entretiens auprès des agriculteurs au regard des résultats sur les changements opérés sur la zone : le premier concerne les pratiques, le second les orientations productives (banane, canne, diversification fruitière ou élevage).

L'analyse du sociogramme portant sur les échanges autour des pratiques (indifféremment en cours comme la jachère, en débat comme le comptage des charançons ou en voie de requalification comme le passage à la variété Poyo) fait apparaître un faible nombre de groupes, de surcroît indépendants les uns des autres (Fig. 1).

Ces groupes peuvent avoir deux origines : familiale (système famille-exploitation) ou foncière (association au montage d'un projet foncier). Au sein des groupes "familiaux" ([16], [17] et [13]), ([8] et [9]), ([18] et [21]), ([19] et [20]), les exploitants partagent certains équipements (hangar, tracteur, camionnette) dans un souci de moindres coûts de production. Ils travaillent en collaboration pour le transport des bananes, de même que pour certains travaux au champ (récolte, plantation). Les jours d'emballage, les ouvriers des uns et des autres travaillent parfois ensemble. Cependant, dans seulement un groupe ([13], [16] et [17]), l'orientation productive est la même chez les différents producteurs. Même si les points de vue sur certaines pratiques (comme la jachère) diffèrent, les dialogues opérés quotidiennement dans ce cas donnent lieu à une similarité des pratiques. A l'inverse, pour les autres groupes ([8] et [9]), ([18] et [21]), ([19] et [20]), l'orientation productive de chacun des membres du groupe est différente. Dans ces cas, l'existence de dialogues n'implique pas des pratiques similaires mais la possibilité de traduire des pratiques d'une production à une autre. Ces cas sont donc intéressants en termes de potentialité de diffusion des informations techniques et de leur traduction d'un système de production à l'autre.

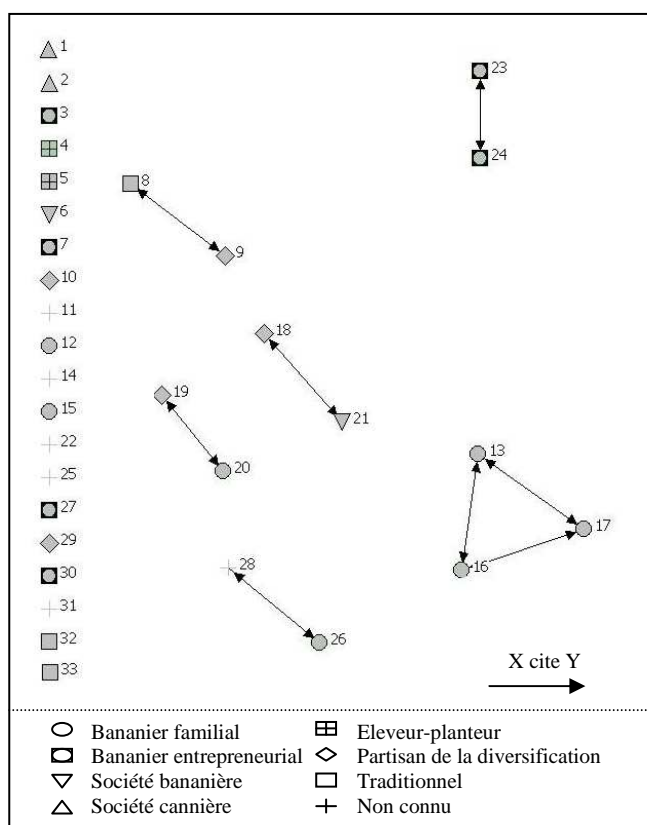


Figure 1. Réseau de dialogues sur les pratiques

A l'intérieur du groupe "foncier" ([23] et [24]), l'acquisition commune de terres dans un GFA donne lieu à des échanges quotidiens sur les pratiques et en conséquence, des essais similaires. L'agriculteur [23], plus jeune et tourné vers les pratiques innovantes renseignées par internet, constitue la "locomotive" de ce groupe. Il essaie des techniques innovantes (augmentation de la densité des plants de bananiers, mise en œuvre de la jachère sur une période raccourcie, cultures en intercalaire, plantation de haies d'agrumes) qui sont suivies par [24]. Ces pratiques communes se font de façon isolée des autres groupes et des autres exploitants de la zone.

Concernant le champ de dialogues relatif à l'orientation productive, la forme du réseau est très différente et laisse apparaître des échanges beaucoup plus nombreux que dans le cas du champ "pratique" (Fig. 2).

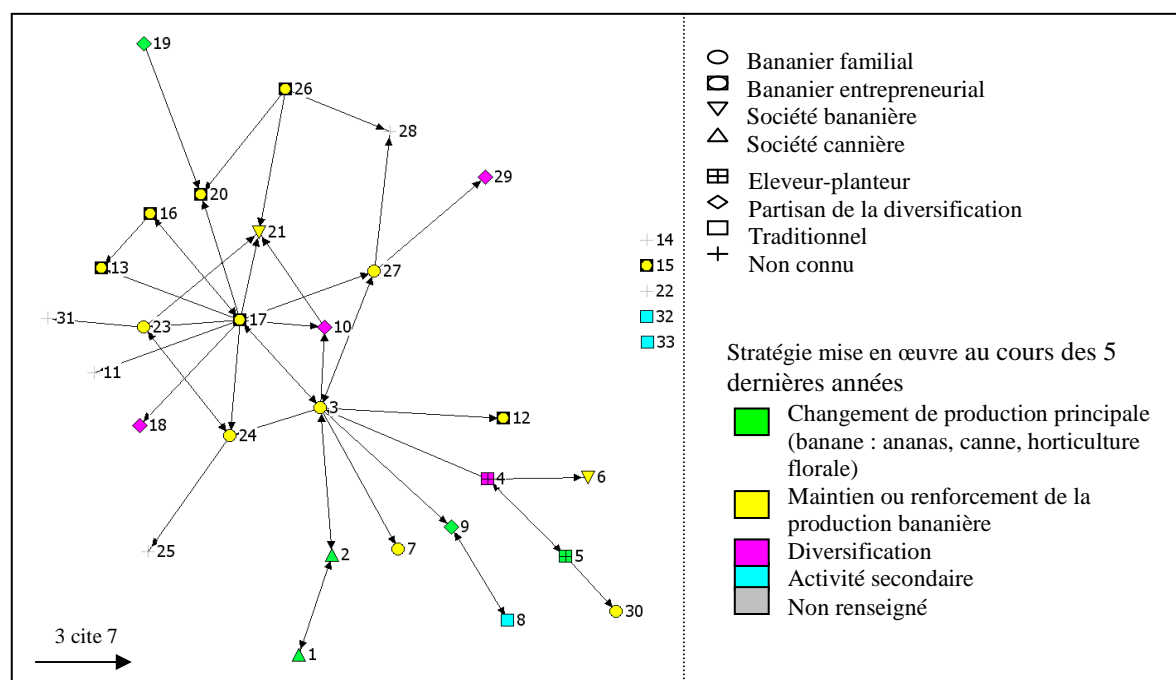


Figure 2. Réseau de dialogues sur les orientations productives

D'une manière générale, les acteurs [17] et [3] ont des positions centrales dans le réseau. Chacun d'eux est fédérateur d'une grappe particulière, bien indépendante l'une de l'autre (les grappes 16-18-13-11 pour le 17 ; 12-7-2-1-4-6-5-30-8 pour le 3), même s'il ne s'agit pas pour [3] d'une grappe à proprement parler puisqu'il n'existe aucune liaison triadique entre ses membres. Ces deux individus sont de plus au cœur de deux grappes qui leur sont communes : 3-10-17-21-23-24 ; 3-10-17-20-26-27-28. Cependant, si [17] est l'individu qui possède le plus de liens avec d'autres agriculteurs et se trouve être au centre de l'étoile formée par la grappe principale du réseau, [3] l'est parce qu'il constitue un pont entre cette grappe et des personnes beaucoup moins intégrées au réseau et reliées entre elles en chaîne. [17] apparaît plutôt comme un « amplificateur » de l'information et [3] comme un « portier » (Degenne et Forsé, 1994). En effet, [17] a une position centrale due au fait qu'il connaît tout le monde mais tout le monde ne le cite pas en retour. Il n'est essentiel dans le réseau que pour son frère [13] et son père [16]. Malgré tout, la recherche d'inscription et de reconnaissance sociale dont il fait preuve (activités permettant le développement d'une certaine cohésion sociale qu'il met en œuvre en plus de son activité agricole : sa maison est le lieu de rencontres régulières, de repas dansants) de même que son appartenance à d'autres réseaux (horticulture), laissent penser qu'il peut être plus, à terme, qu'un "amplificateur". A l'inverse de [17], [3] est

beaucoup cité, soit par des personnes qu'il cite lui-même, venant confirmer la force ou la fréquence des interactions ([2], [27], [17] et [10]), soit par des personnes qu'il ne cite pas [4].

Deux autres personnes connectent la grappe principale à des personnes moins intégrées au réseau : ce sont [21] et [27]. L'agriculteur [21] en tant que "sociétaire" a des liens très étroits avec les instances de recherches² et les commerciaux des entreprises de produits phytosanitaires. On aurait pu s'attendre à ce qu'il occupe une place centrale dans le réseau. Or, seules 4 personnes le citent ([26], [17], [10] et [23]).

En périphérie du réseau se trouvent plusieurs individus vecteurs de changement. En effet, [29], [19], [9] et [18] ont mis en place une stratégie innovante pour faire face à la crise de la banane et diversifient leur production. Ils sont cependant peu intégrés : soit parce qu'ils ont un mode d'action très indépendant [29] ou qu'ils délèguent une grande part des décisions concernant la production de banane à un autre acteur (c'est le cas de [18] qui délègue à son frère [21]) ; soit parce que leur production principale n'est plus la banane (l'ananas [9] ou l'horticulture florale [18]) et que, par conséquent, ils entretiennent des dialogues en dehors du réseau des producteurs de bananes. A l'inverse des 4 producteurs précédemment cités, [10] est assez bien intégré. Dans la mesure où il a lui aussi choisi cette stratégie de diversification, il pourrait, de par cette intégration (il est cité par [3], [17]) constituer l'un des relais entre le Groupement et les producteurs dans le cadre d'une éventuelle promotion de la diversification. La confiance que les autres lui accordent, du fait de son statut social, devrait cependant être évaluée.

Enfin, quelques individus sont hors-réseau ([14], [15], [22], [32] et [33]). Parmi ceux-ci, il faut souligner la présence des individus [32] et [33], de type "traditionnel". Cette présence peut amener à penser à un clivage entre types d'exploitations, ces derniers étant exclus du réseau. Cependant, la présence de [8], un autre "traditionnel", en périphérie du réseau, vient nuancer cet argument.

Ces réseaux de dialogues étant exposés, voyons maintenant comment ils se positionnent dans l'espace pour apprécier la manière dont joue cette dimension dans les liens que les individus peuvent entretenir entre eux.

5. Spatialisation du réseau de dialogues sur les orientations productives

La spatialisation des réseaux dialogiques autour des questions d'orientation productive fait apparaître une distribution hétérogène des échanges. Une première observation de la figure 3 permet de constater une concentration des échanges entre les deux zones Féfé-Bois Féfé et Morne d'Or sur lesquelles on recense aussi le plus grand nombre d'exploitants. L'axe de communication que constitue la trace qui relie le haut de la zone de Féfé-Bois Féfé à la route nationale en bas de la zone de Morne d'Or, semble être favorable aux échanges entre le haut et le bas de ces deux zones. Ainsi [3] dit-il parcourir cette trace de haut en bas lorsqu'il souhaite rassembler des exploitants pour entamer des actions de revendications vis-à-vis du Groupement des planteurs de bananes. [4] dit également communiquer avec tout le monde car « *tout le monde passe devant chez moi le matin et tout le monde repasse le soir. Au passage, les gens s'arrêtent, on discute* ». Alors que les exploitants de Morne d'Or n'ont pas forcément de parcelles dans les hauteurs de Bois Féfé, ils savent ce que font ceux situés dans les hauteurs. Si l'on peut supposer que l'observation de ce qui est fait sur les parcelles peut jouer dans le cas des exploitants situés dans les hauteurs (ils observent l'état des parcelles situées

² D'après les experts du Cirad par exemple, [21] est la référence en matière de bonnes pratiques environnementales et de rendement. Ceci est confirmé par le technicien du Groupement. Ce dernier dit de lui que « il a une notoriété et il est bon techniquement ».

sur le long de la trace en montant le matin et en descendant en fin de tâche), ce n'est donc pas le cas pour ceux implantés sur Morne d'Or. Il y aurait donc sans doute des échanges verbaux, des descriptions de choix stratégiques expliqués par ceux du haut, lorsqu'ils passent en bas.

Toujours sur cette partie nord du bassin de Pérou, les échanges restent, au sein de chacune de ces zones, plus nombreux sur Morne d'Or que sur Féfé-Bois Féfé. Outre la présence sur Morne d'Or de deux agriculteurs ([3] et [17]) dont le rôle actif au sein des réseaux a été expliqué dans la section précédente, les échanges sur les zones de Féfé-Bois Féfé semblent être limités en partie en raison de la topographie. Alors que Morne d'Or se caractérise par une surface assez plane où les exploitations sont proches les unes des autres, la zone de Féfé-Bois Féfé, en comparaison, se caractérise par des pentes très fortes de part et d'autre de la trace qui constitue la ligne de crête séparant deux bassins versants. Néanmoins, cet argument doit être nuancé. En effet, sur cette dernière zone, la proximité spatiale des exploitations ne semble pas donner lieu à de plus nombreux échanges : de part et d'autre de la trace, les échanges ne sont pas très nombreux, excepté dans le cas de [23] et [24] (cf. groupe "foncier"). La dynamique originelle de ces zones apporte alors des éléments d'explication concernant le contraste entre Morne d'Or et Féfé-Bois Féfé. Cette dynamique a été lancée dans les années 1980, suite à la vente de l'un des domaines situé à Morne d'Or en lots de 5 hectares, vente ayant permis l'installation de petits propriétaires qui se sont lancés dans la banane. Il y a alors mise en route d'une dynamique d'échanges sur cette zone. Au fil des ans, certains ont agrandi leur exploitation par des défriches sauvages dans les hauteurs de Féfé-Bois Féfé. Peut-on penser que la pérennisation des exploitations dans les hauteurs de Bois Féfé donnerait à terme des échanges plus nombreux dans cette zone-même ? Il serait intéressant d'approfondir ce lien entre structuration des réseaux de dialogue de la zone et trajectoires d'installation des exploitations.

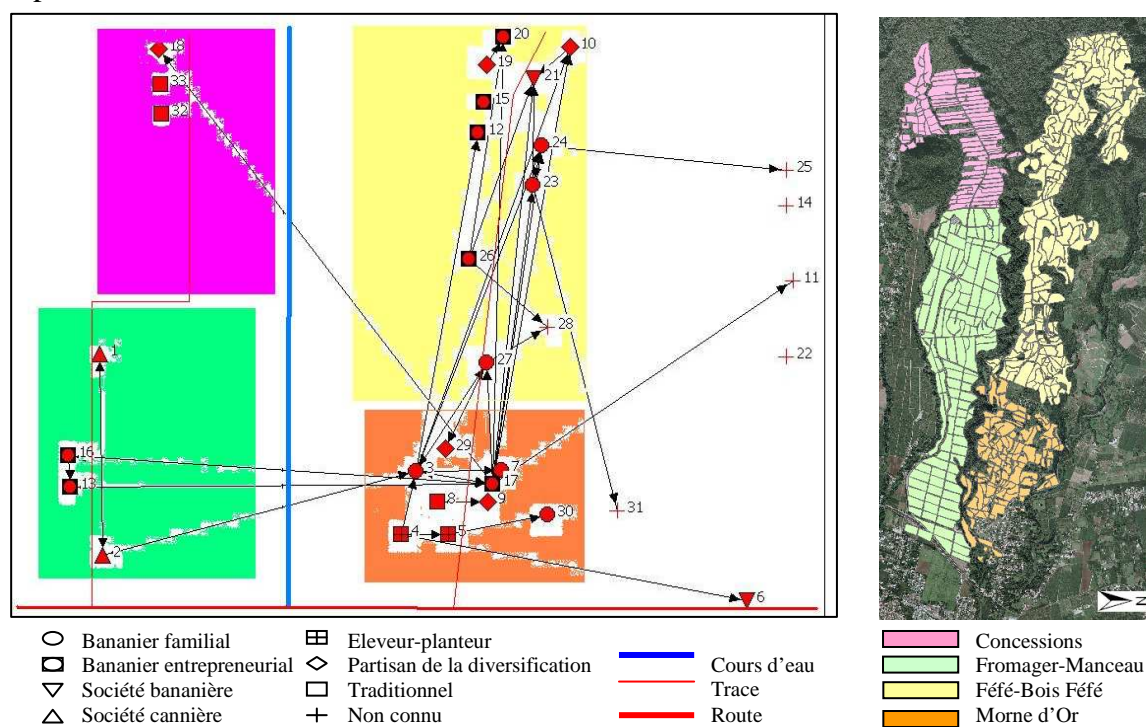


Figure 3. Spatialisation des réseaux de dialogues sur les orientations productives

A gauche, le sociogramme spatialisé, mis en correspondance avec le parcellaire superposé aux orthophotoplans à droite

Si les configurations spatiales du territoire, induites par les voies de communication et la topographie semblent influencer les échanges sur Morne d'Or et Féfé-Bois Féfé, ce n'est pas

le cas sur Concessions et Fromager-Manceau. D'une manière générale, les échanges sont beaucoup moins nombreux dans cette partie sud du bassin versant de Pérou.

Certes, sur Concessions notamment, peu d'agriculteurs ont pu y être interviewés. Mais ceci est caractéristique de la zone car ce sont souvent des parcelles "secondaires". En effet, la zone de Concessions, au parcellaire très régulier, correspond essentiellement à des jardins exploités par des agriculteurs à la retraite ou exerçant le métier d'agriculteur en seconde activité, ou encore de petites parcelles venant s'ajouter à des exploitations éclatées (c'est le cas de [13], [16] et [17] qui ont tous les 3 des parcelles sur cette zone mais dont l'essentiel de l'exploitation, en termes de surface, est situé sur Fromager-Manceau et Morne d'Or). Dans ce cas, ce n'est pas tant l'éloignement par rapport aux principaux axes routiers ou au bourg que l'origine "secondaire" de la zone qui explique l'absence d'échanges sur cette zone.

Le constat d'une quasi-absence d'échanges est similaire sur la zone Fromager-Manceau mais pour des raisons différentes. Cette fois, les agriculteurs sont peu nombreux car deux d'entre eux ([1] et [2]) occupent l'essentiel de l'espace. Et si ces deux exploitants communiquent peu avec les autres exploitants interviewés (à l'inverse de [13] et [16]), ce n'est pas que la rivière joue un effet barrière, mais en raison du type d'exploitation ("société") qui va de paire avec une structure particulière. Ces exploitations résultent en effet de l'installation de sociétés capitalistes vers la fin des années 1960 : en 1967, une usine ferme et le domaine est vendu en lots à des exploitations dont la surface s'élève alors jusqu'à 88 hectares. Ces deux exploitations sont aujourd'hui liées l'une à l'autre (dans le sens où chaque exploitant sait quand l'autre a changé d'orientation productive, dans ce cas la canne) en raison du fait qu'elles appartiennent au même type d'exploitation (société). Cette structure exclue les échanges avec d'autres d'exploitations dans la mesure où les choix stratégiques se font en partie en fonction de critères structurels très différents de ceux des autres exploitations (différence importante de surface d'exploitation impliquant des contraintes et des atouts différents). D'ailleurs, ces deux exploitations ne communiquent pas non plus avec [16] et [13].

Enfin, on peut observer d'une manière générale qu'il n'existe que peu d'échanges entre les agriculteurs de la zone d'étude et l'extérieur. En dehors des exploitants [23] et [24], aucun autre ne semble communiquer avec l'extérieur. Cela renforce l'hypothèse que l'effet voisinage est important même s'il ne doit pas être analysé dans le sens "mitoyen" du terme. Le voisinage se fait à l'échelle de la zone. De plus, une grande majorité des agriculteurs de la zone habite la commune de Capesterre. Même en dehors du travail, les agriculteurs sont peu amenés à échanger avec des agriculteurs d'autres zones. Dans tous les cas, cette absence d'échanges avec d'autres agriculteurs que ceux de la zone étudiée soulèvent plusieurs questions : n'y-a-t-il aucun échange au sein du Groupement des planteurs de bananes lors des réunions ? Ou bien ces échanges, s'ils existent, ne sont-ils pas pris en compte parce que les contextes physiques sont différents ? Ou parce que les référentiels locaux (sur la zone) sont suffisants ?

En conclusion, la spatialisation des réseaux de dialogues sur les stratégies est particulièrement riche d'informations en faisant émerger deux facteurs spatiaux :

- la configuration spatiale du territoire de la zone : axe de communication et topographie,
- la configuration spatiale des exploitations agricoles : parcellaire éclaté ou petite parcelle isolée ; structure particulière des sociétés et clivage entre types d'exploitation.

L'analyse spatiale aide ainsi à saisir comment des caractéristiques géographiques orientent les liens des individus en leur permettant de se trouver mutuellement sous le regard de l'autre, en leur donnant ou non la possibilité de se croiser ou en les obligeant à le faire. Elle permet de

rendre compte d'une forme de contact des individus entre eux, d'un mode d'information non discursif.

6. Discussion

Les premiers résultats des entretiens ont obligé à remettre en perspective la méthode préalablement fixée. Si le choix d'analyse des réseaux dialogiques s'est porté dans un premier temps sur les champs techniques relatifs à certaines pratiques permettant de réduire l'application de pesticides, il est rapidement apparu que de nombreuses limites étaient fixées par les spécificités mêmes de la zone étudiée. En effet, face à l'élément déclencheur qu'est la crise économique en termes d'innovations, la diversité des solutions stratégiques mises en œuvre par les exploitants (dont certaines excluant la banane) minimise les dialogues sur les techniques relatives à cette culture.

L'analyse menée en se concentrant sur le niveau de la pratique en bananeraie fait en effet apparaître la rareté des échanges entre agriculteurs par l'émergence de groupes peu nombreux et isolés les uns des autres. Parmi eux, l'existence de quatre groupes professionnels-familiaux se pose en contradiction avec l'évolution de l'agriculture constatée par Darré (1985) (H2) et soulève des questions sur la permanence de ce type de fonctionnement. La superposition de ces réseaux de dialogues sur les pratiques se superposant à celui de relations familiales, l'hypothèse d'un mode d'orientation technique traditionnel et domestique se fait jour. Cependant, ces groupes réunissent des exploitations de type "bananier familial", société et "artisan de la diversification" et non seulement "traditionnel ».

De surcroît, l'analyse spatiale va dans le sens de la définition des GPL donnée par Darré, même s'il ne s'agit pas d'échanges sur les questions pratiques mais plutôt sur des questions d'orientation productive. Pour ce dernier d'ailleurs, le rôle du GPL ne se limite pas aux aspects purement techniques : *« le groupe professionnel s'est souvent établi, de façon moins visible, mais peut-être tout aussi importante pour l'avenir des collectivités agricoles, sur la base d'une coopération pour s'orienter et savoir quoi faire, plus encore que pour produire matériellement »* (Darre, 1985, p.25). Dans le cas de la zone de Pérou, il faut même peut-être avancer que le rôle du GPL se limite justement à cette « coopération pour s'orienter et savoir quoi faire ». En effet, l'analyse spatiale a permis de montrer que la proximité géographique jouait un rôle important dans les échanges relatifs aux orientations stratégiques : par le jeu des configurations spatiales de la zone d'une part (voie de communication, proximité géographique) (H1), par le jeu de structures d'exploitations d'autre part. Parallèlement, ce dernier aspect confirme l'hypothèse d'un clivage historique entre certains types d'exploitations (H3). Cette hypothèse est par ailleurs confirmée par le fait que le type "traditionnel" est hors du réseau ou en périphérie. Elle doit cependant être nuancée dans la mesure où les autres types ("bananier entrepreneurial", "planteur-éleveur", "bananier familial" et "artisan de la diversification") échangent sur ces aspects stratégiques. La place occupée par les différents types d'exploitations dans le réseau laisse tout de même apparaître un certain clivage : il existe un noyau central de planteurs qui laissent à la périphérie ceux qui ne suivent pas le même modèle. Un seul jeune ayant repris l'exploitation "bananier familial" du père, le "portier", peut faire le relais des stratégies innovantes lancées par ceux de la périphérie.

7. Conclusion

L'analyse des réseaux associée à l'analyse des configurations spatiales a permis de rendre compte de résultats originaux et non attendus.

En premier lieu, cette double analyse a permis de montrer une forte capacité à l'initiative stratégique des exploitants enquêtés, en grande partie et indirectement, en raison de configurations spatiales favorables aux échanges. Cet aspect est essentiel car il souligne l'importance de la prise en compte de l'espace lorsque l'on essaie d'initier des dynamiques sociales. Dans cette optique, l'élaboration et l'analyse des sociogrammes permettent d'identifier les individus par lesquels l'introduction d'innovations candidates, choisies par les instances de recherche, pourraient le plus probablement circuler. En effet, la place de certains agents dans le réseau, celui d'amplificateur ou de portier notamment, permet de cibler ceux auprès desquels des actions pourraient être menées pour qu'un message (sur les orientations stratégiques, et pourquoi pas, environnementales) passe auprès du plus grand nombre. C'est également par la prise en compte de cet état de faits que l'on peut envisager de faciliter une dynamique en permettant à des gens qui occupent ces positions de pouvoir échanger et de construire une compétence collective sur la question. Le problème réside alors dans l'accompagnement de tels projets et le dépassement des conflits d'intérêt et de la concurrence pour aller vers l'émergence de dynamiques collectives.

Remerciements

Les auteurs remercient les agriculteurs ayant bien voulu participer aux entretiens. Ils remercient par ailleurs Marc Dorel, David Voltaire et Anne-Laure Cances pour les discussions.

Références

- Amoravain V.**, 2000, *Analyse du système agraire sur un bassin versant bananier en Guadeloupe*, Rapport de stage de l'Institut Supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes, CNEARC, CIRAD.
- Balland P., Mestres R., Fagot M.**, 1998, *Rapport sur l'évaluation des risques liés à l'utilisation des produits phytosanitaires en Guadeloupe et en Martinique*, Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.
- Berger P., Luckman T.**, 1966 / 1996, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin
- Bory A.**, 1982, Crise de la société - Crise de la pensée aux Antilles, *Présence Africaine*, n°121-122, 27-52.
- Bourdieu P.**, 1980, *Le sens pratique*, Paris, Les Editions de minuit.
- Callon M., Lascoumes P., Barthe Y.**, 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Paris : Seuil, 2001.
- Compagnone C.**, 2004, Agriculture raisonnée et dynamique de changement en viticulture bourguignonne, *Recherches sociologiques*, n°3, 103-21.
- Compagnone C.**, 2005, Dynamique des changements de pratique des viticulteurs en Bourgogne : influence de la structure du conseil et des réseaux de dialogues de pairs, Communication au *Symposium international « Pour et Sur le Développement Régional »* (PSDR), Lyon, 9-11 mars 2005, 18 p.

- Crozier M, Friedberg E.**, 1977, *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil.
- Darré J-P.**, 1985, *La parole et la technique. L'univers de pensée des éleveurs du Ternois*, Paris, L'Harmattan.
- Darré J-P.**, 1986, Le rôle des réseaux de dialogue entre agriculteurs. Comment les façons de faire et de penser se transforment : l'étude des réseaux de dialogue, *Agriscopes*, n°7, 143-151.
- Darré J-P., Le Guen R., Vandewalle P., Virion D.**, 1988, L'analyse des réseaux de dialogue : questions de méthode, *Cahiers du Gerdal*, n°12, 24-34.
- Darré J-P.**, 1999, *La production de connaissance pour l'action. Arguments contre le racisme de l'intelligence*, Paris, Maison des sciences de l'homme, INRA.
- Degenne X., Forsé Y.**, 1994, *Les réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin.
- Dulcire M., Cattani P.**, 2002, Monoculture d'exportation et développement agricole durable : cas de la banane en Guadeloupe, *Cahiers Agricultures*, n°11, 313-321.
- Granovetter M.**, 2000, *Le marché autrement*, Paris, Desclée De Brouwer.
- Guillou L.**, 2005, *Analyse-diagnostic agraire en zone bananière. Dynamique du bassin versant de la rivière Pérou (Capesterre-Belle-Eau, Guadeloupe)*, Mémoire de DESS développement agricole, INA P-G, Université Paris 1, CIRAD.
- Lazega E.**, 2001, *The Collegial Phenomenon. The Social Mechanisms of Cooperation among Peers in a Corporate Law partnership*, Oxford, Oxford University Press.
- Paul J-L., Bory A., Bellande A., Garganta E., Fabri A.**, 1994, Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur : du système de production au système d'activité, *Symposium international "Recherche Système en agriculture et développement rural"*, France, 46-52.
- Zébus M-F.**, 2005, Paysannerie et économie de plantation. Le cas de la Guadeloupe, 1848-1980, *Ruralia* (<http://ruralia.revues.org/document110.html>).